

- ensemble des établissements d'enseignement libre confessionnel catholique : 2 470 périodes;
- ensemble des établissements d'enseignement libre confessionnel non catholique : 24 périodes;
- ensemble des établissements d'enseignement libre non confessionnel : 12 périodes.

Art. 3. Les périodes visées à l'article 2 sont attribuées à raison de 6 périodes au moins par établissement. La répartition du solde éventuel relève de la compétence de chacun des pouvoirs organisateurs et groupes de pouvoirs organisateurs, en concertation avec les organisations syndicales là où cette concertation est légalement prévue.

Bruxelles, le 3 octobre 1996.

Pour le Gouvernement de la Communauté française:

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

[S - C - 96/29397]

N. 96 — 2717

3 OKTOBER 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing van hoofdstuk III van het decreet van 2 juli 1990 betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II.

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 2 juli 1990 betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, inz. de artikelen 21bis en 21ter;

Overwegende dat krachtens de artikelen 21bis en 21ter van dat decreet een besluit van de Executieve jaarlijks het aantal lestijden bepaalt dat, buiten het totaal aantal lestijden-leerkracht, toegekend wordt voor de gezamenlijke inrichtingen voor secundair onderwijs, die lestijden verdeelt en het identiek aantal bepaalt dat minimaal aan elke inrichting toegekend wordt,

Besluit :

Artikel 1. Voor het schooljaar 1996-1997 wordt, bij toepassing van de artikelen 21bis en 21ter van het decreet van 2 juli 1990 betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, het aantal lestijden, voor een bedrag van F 215 246 480, toegekend, buiten het totaal aantal lestijden-leerkracht, voor de gezamenlijke inrichtingen voor secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, vastgesteld op 4 571 lestijden.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde 4571 lestijden worden voor het schooljaar 1996-1997 verdeeld als volgt :

- gezamenlijke inrichtingen, door de Franse Gemeenschap georganiseerd : 1 192 lestijden;
- gezamenlijke inrichtingen, georganiseerd door provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten of elke andere publiekrechtelijke persoon : 873 lestijden;
- gezamenlijke inrichtingen van het vrij confessioneel katholiek onderwijs : 2 470 lestijden;
- gezamenlijke inrichtingen van het vrij niet-katholiek confessionnel onderwijs : 24 lestijden;
- gezamenlijke inrichtingen voor vrij niet-confessioneel onderwijs : 12 lestijden.

Art. 3. De in artikel 2 bedoelde lestijden worden toegekend naar rato van ten minste 6 per inrichting. De verdeling van een eventueel saldo behoort tot de bevoegdheid van elk van de inrichtende machten en groepen van inrichtende machten, in overleg met de vakverenigingen wanneer in dat overleg wettelijk voorzien is.

Brussel, 3 oktober 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX

F. 96 — 2718

[S - C - 96/29398]

7 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de Promotion sociale officiel subventionné

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, modifiée en dernier lieu par le décret de la Communauté française du 22 décembre 1994;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de Promotion sociale;

Vu le décret de la Communauté française du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, modifié par le décret du Gouvernement de la Communauté française du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de Promotion sociale officiel subventionné;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de Promotion sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er février 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres du personnel de l'enseignement de Promotion sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les instituts techniques de l'Etat dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 31 mars 1981;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et les écoles professionnelles secondaires inférieures dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 24 mai 1977;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 16 septembre 1996;

Vu le protocole de négociation du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section 2;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, remplacées par la loi du 9 août 1980 et modifiées par les lois des 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les mises en disponibilité par défaut d'emploi et les réaffectations en découlant doivent être réalisées en début d'année scolaire; qu'afin de permettre aux Pouvoirs organisateurs de prendre les dispositions qui s'imposent en temps utile, il importe d'adopter sans tarder la réglementation en ces matières;

Sur la proposition du Ministre chargé du Budget, des Finances et de la Fonction Publique ayant par ailleurs la Promotion sociale dans ses attributions et vu la délibération du Gouvernement du 7 octobre 1996,

Arrête :

Article 1er. L'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de Promotion sociale officiel subventionné est complété par les § 3, 4 et 5 rédigés comme suit :

« § 3. Pour l'application du présent article, les périodes de mise en disponibilité couvertes par une subvention-traitement d'attente ainsi que les services prestés à l'occasion d'une réaffectation ou d'un rappel provisoire à l'activité au sein d'un établissement organisé par un autre Pouvoir organisateur sont assimilés à des services subventionnés par la Communauté française rendus au sein du Pouvoir organisateur d'origine.

§ 4. Pour l'application du présent article, les services subventionnés par la Communauté française et rendus à titre temporaire comprennent les services visés à l'article 34, alinéa 3, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.

§ 5. L'ancienneté de service et l'ancienneté de fonction visées au présent article sont calculées conformément aux dispositions fixées par l'article 34, alinéas 5 à 8, du décret du 6 juin 1994. »

Art. 2. L'article 12 du même arrêté est complété par un § 4 rédigé comme suit :

§ 4 « Tout Pouvoir organisateur qui n'a pu réaffecter ou rappeler provisoirement à l'activité conformément aux présentes dispositions un membre de son personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi peut, avec l'accord de ce dernier, le rappeler à l'activité dans une fonction de recrutement de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation pour laquelle l'intéressé est porteur d'un titre requis ».

Art. 3. L'article 16 § 2, 1^o, 2^{ème} tiret est complété par les mots « § 1er à 3 ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1996.

Art. 5. Le Ministre ayant l'enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 octobre 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction Publique,
ayant l'enseignement de Promotion sociale dans ses attributions,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 96 — 2718

[S — C — 96/29398]

7 OKTOBER 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit d.d. 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, laatst gewijzigd bij decreet d.d. 22 december 1994;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan;

Gelet op het decreet van 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij decreet van 10 april 1995;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 16 januari 1995;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van het kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 16 januari 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 1 februari 1993;

Gelet op het besluit van de Regering d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij haar besluit van 19 juli 1993;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de technische instituten van het Rijk waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij ministerieel besluit van 31 maart 1991;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in de scholen voor lager secundair technisch onderwijs en vakonderwijs waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij ministerieel besluit van 24 mei 1977;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 16 september 1996;

Gelet op het protocol van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2e afdeling;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en de daaruit voortvloeiende reffectaties in het begin van het schooljaar moeten plaatsvinden, zodat de regeling ter zake onverwijld getroffen moet worden om de inrichtende machten in staat te stellen, tijdig de nodige maatregelen te treffen;

Op de voordracht van de Minister, belast met Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken, bevoegd voor sociale promotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 7 oktober 1996,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel onderwijs voor sociale promotie wordt met §§ 3, 4 en 5 luidend als volgt, aangevuld :

« § 3. Voor de toepassing van dit artikel worden de periodes van terbeschikkingstelling, gedekt door een wachtweddetoelage alsmede de diensten bewezen ter gelegenheid van een reffectatie of voorlopige terugroeping in dienstactiviteit in een door een andere inrichtende macht georganiseerde inrichting gelijkgesteld met diensten gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en verstrekt in de inrichtende macht van herkomst.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel omvatten de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde diensten die als tijdelijke werden bewezen de diensten bedoeld in artikel 34, lid 3 van het decreet d.d. 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

§ 5. De dienst- en de ambtsanciënniteit bedoeld in dit artikel worden overeenkomstig de door artikel 34, lid 5 t/m 8 van het decreet d.d. 6 juni 1994 vastgestelde bepalingen berekend. »

Art. 2. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt met een § 4 die luidt als volgt, aangevuld : « § 4. Elke inrichtende macht die een lid van haar personeel, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, niet kon reffecteren of voorlopig in actieve dienst terugroepen overeenkomstig deze bepalingen, kan, met de instemming van de betrokkene, deze in actieve dienst terugroepen in een wervingsambt van het opvoedend hulppersoneel waarvoor hij houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs. »

Art. 3. Art. 16, § 2, 1°, 2e streepje wordt aangevuld met « §§ 1 tot 3 ».

Art. 4. Dit besluit treedt op 1 september 1996 in werking.

Art. 5. De voor het onderwijs voor sociale promotie bevoegde Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 oktober 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 96 — 2719

[S — C — 96/29371]

**9 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant exécution de l'article 8 du décret du 14 mars 1995
relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, et notamment l'article 8;

Vu les propositions formulées par le Conseil général de l'enseignement fondamental;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 29 août 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 septembre 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 août 1980, 16 juin 1980 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence,

Considérant la nécessité de mettre en place au 1er septembre 1996 les mesures de soutien en faveur des écoles fondamentales répondant à des critères de discrimination positive;

Sur proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 1996,

Arrête :

Article 1er. § 1er. 1° Sans préjudice du montant du crédit voté annuellement par le Conseil de la Communauté française, un montant maximum de 400 millions de francs peut être consacré par année scolaire en faveur des actions définies à l'article 8, § 1er, du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental.

2° Par dérogation à l'article 1er, § 1er, 1°, en ce qui concerne l'année scolaire 1996-1997, le montant attribué correspond aux 2/3 de cette somme augmentés d'un montant de 100 millions tel que prévu aux allocations de base 01.03.80 et 01.04.80 de la division organique 51-Programme 8 du décret du 20 décembre 1995 contenant le budget administratif du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation pour l'exercice budgétaire 1996.

§ 2. 1° La répartition des crédits visés au § 1er s'effectue comme suit :

- un montant de 140 millions est consacré aux actions de concertation et de compagnonnage visées à l'article 8, § 1er, 1° du décret du 14 mars 1995 prérappelé;

- un montant de 260 millions est consacré aux actions de soutien visées à l'article 8, § 1er, 2°, du décret du 14 mars 1995 prérappelé.

2° En ce qui concerne l'année scolaire 1996-1997, la répartition visée au 1° est établie à due concurrence du montant fixé au § 1er, 2°.

§ 3. Les montants repris au § 2 englobent les rémunérations, frais de parcours et indemnité forfaitaire accordés aux animateurs pédagogiques prévus à l'article 6 du décret du 14 mars 1995 prérappelé.

Art. 2. § 1. Les actions de soutien visées à l'article 1er, § 2, 2°, du présent arrêté répondent aux critères fixés à l'article 8, § 2, 2°, du décret du 14 mars 1995.

§ 2. Chacun de ces critères comprend un seuil bas et un seuil haut déterminés à partir d'un traitement statistique portant sur l'ensemble des implantations scolaires.

§ 3. 1° Parmi les implantations comptant un taux élevé de retard scolaire, sont considérées comme prioritaires celles qui accueillent un pourcentage d'élèves accusant déjà un retard dans d'autres établissements. Les seuils haut et bas sont fixés respectivement à 11 et 3 % pour ce taux de retard externe.

2° Le critère socio-économique se définit :

- par un pourcentage d'élèves dont aucun des parents n'exerce une profession juridique, médicale ou enseignante ou encore n'est un cadre ayant des travailleurs sous ses ordres.

Les seuils haut et bas se situent respectivement à 90 et à 60 %;

- par un pourcentage d'élèves dont les parents ne disposent pas d'un logement convenable ou résident dans des habitations sociales. Le pourcentage exigé pour répondre à ce critère doit être de 33 % au moins.

3° Le critère relatif au nombre d'élèves étrangers se définit par un pourcentage d'élèves ne possédant pas la nationalité d'un pays de l'Union européenne. Les seuils haut et bas se situent respectivement au-delà ou en-deçà de 20 %.